

# POINT SUR LE SUIVI DU PMCED

Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (PMCED)  
9<sup>e</sup> réunion du Comité de pilotage  
Du 29 février au 1<sup>er</sup> mars 2016, à Lilongwe, au Malawi

Ce document fait le point sur le cycle de suivi 2015-2016 autour du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement.

Ce document est communiqué aux membres du Comité de pilotage pour information et demande de soutien.

Personnes à contacter :

M<sup>me</sup> Yuko Suzuki Naab, Tél : +1 443 303-9779, courriel : [Yuko.Suzuki@undp.org](mailto:Yuko.Suzuki@undp.org)

M. Alejandro Guerrero-Ruiz, Tél : +33 1 45 24 83 63, courriel : [Alejandro.Guerrero-Ruiz@oecd.org](mailto:Alejandro.Guerrero-Ruiz@oecd.org)

## POINT SUR LE 2<sup>e</sup> CYCLE DE SUIVI DU PMCED

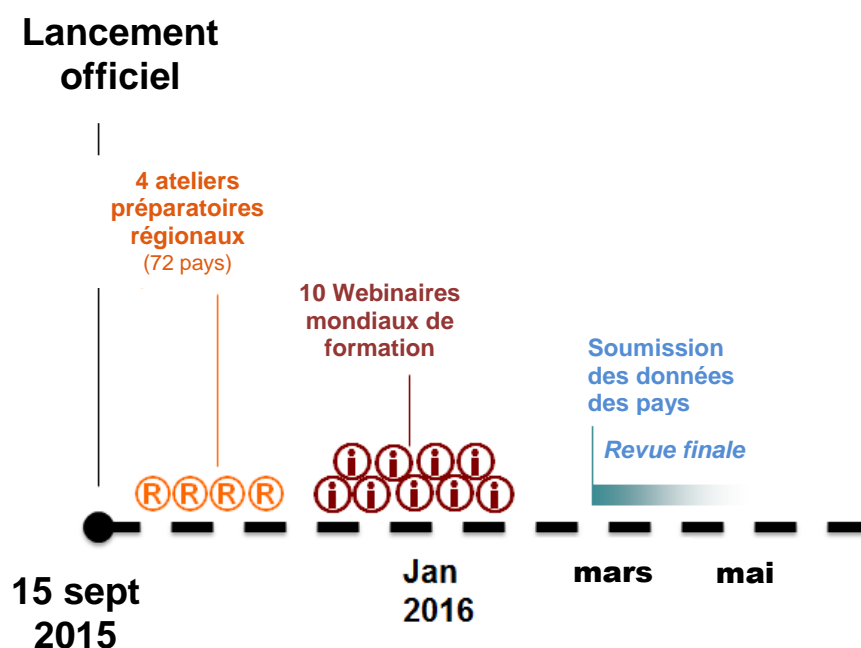
En septembre 2015, le Comité de pilotage (CP) s'est réuni à Mexico et a approuvé le processus proposé du deuxième cycle de suivi du PMCED. Ce document résume les progrès réalisés à ce jour au niveau mondial dans la mise en œuvre des actions se rapportant au cycle de suivi.

**Le cycle de suivi 2015-2016 a été lancé le 15 septembre 2015, par une lettre officielle rédigée par les trois coprésidents ministériels du PMCED.** Les pays bénéficiaires de la coopération pour le développement, les fournisseurs de coopération pour le développement, les organisations de la société civile, les syndicats, les représentants du secteur privé, les parlementaires et les autorités locales ont reçus la lettre d'invitation accompagnée d'un [dépliant](#) contenant des informations supplémentaires sur le processus et le calendrier.

### A. LANCEMENT AU NIVEAU DES PAYS DU CYCLE DE SUIVI 2015-2016

**Quatre-vingt-un pays bénéficiant de la coopération pour le développement ont participé au cycle de suivi 2015-2016.** L'Annexe I indique les différentes étapes des progrès réalisés dans la mise en œuvre du cycle de suivi, fondés sur les commentaires des différents pays intéressés. Pour lancer le processus au niveau-pays, un grand nombre d'entre eux ont organisé ou sont en train d'organiser des **réunions de coup d'envoi** rassemblant les ministères concernés et des représentants des différentes parties prenantes. Les coordinateurs nationaux supervisent la collecte des données provenant des pays et ont commencé à travailler en liaison avec les fournisseurs de coopération pour le développement, les organisations de la société civile, le secteur privé et les syndicats afin de rassembler des données. Les cadres existants spécifiques aux pays et les systèmes de gestion de l'information et de l'aide des gouvernements constituent souvent la base de la collecte des données nécessaires, ce qui permet aux pays d'incorporer cet effort international au sein de leurs propres processus.

Figure 1 : Soutien de l'Équipe d'appui conjointe aux pays et aux parties prenantes



| Service d'assistance (Helpdesk) et appui au niveau des pays |

Comme l'indique la Figure 1, l'Équipe d'appui conjointe (EAC) a appuyé les pays participants et les parties prenantes de plusieurs manières :

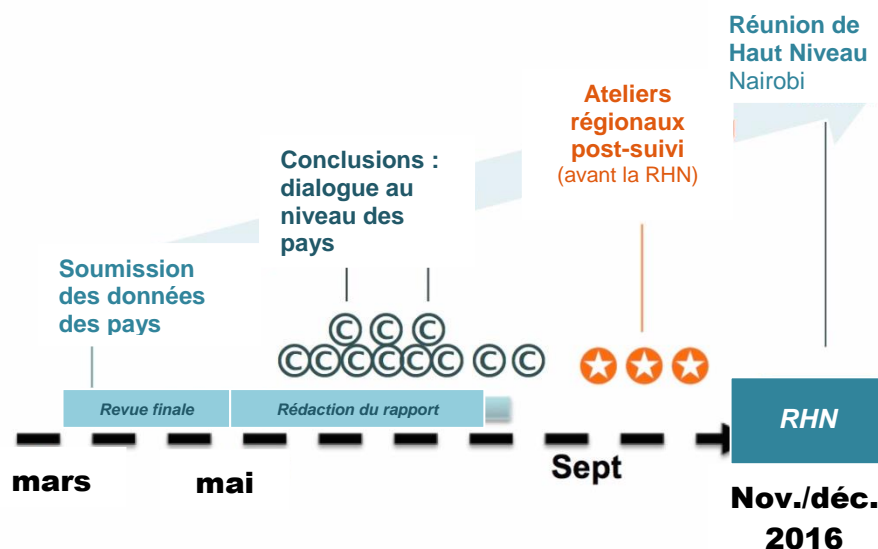
- **Quatre ateliers régionaux préalables au suivi ont eu lieu** (en Éthiopie, au Mexique, en Thaïlande et au Fidji). Les participants de 72 pays partenaires y ont pris part et ont reçu des conseils et des outils pour participer au cycle de suivi. Ces ateliers ont souligné l'importance de la nature inclusive multi-parties prenantes de l'exercice de suivi, visant à susciter le dialogue au niveau des pays ;
- **10 webinaires ont été organisés, ciblant différents groupes de parties prenantes et fuseaux horaires.** Lors de ces séances de formation en ligne, les participants ont reçu des informations détaillées sur le cadre de suivi et sur chacun des 10 indicateurs. L'importance du processus de validation des données dans les pays a été soulignée lors de ces webinaires ;
- **Plusieurs vidéoconférences/téléconférences particulières et sur mesure** se sont déroulées en donnant à chaque pays individuellement la possibilité de clarifier certains aspects d'un indicateur ou d'un processus particulier. Elles ont aussi permis d'intégrer les derniers arrivants au cycle de suivi ;
- **Plus de 250 demandes de conseils ont été traitées par le biais du service d'assistance (*helpdesk*) en ligne.** Les demandes sont traitées en anglais, en espagnol, en français et en portugais ;
- **Les coordonnées** de plusieurs parties prenantes au niveau des sièges et des pays ont été collectées et communiquées aux Coordinateurs nationaux des pays partenaires participants. Cette action cherche à faciliter la collecte et la validation des données au niveau des pays ;
- **Des documents d'appui ont été produits et sont en train d'être diffusés en anglais, en espagnol, en français, en portugais, en arabe et en chinois.** Ces documents incluent un guide détaillé du suivi, ou questions fréquemment posées, des termes de référence indicatifs pour guider la participation des différentes parties impliquées, les bases de données avec les coordonnées des coordinateurs nationaux et des points focaux, ainsi que des vidéos et des brochures pour soutenir les efforts de sensibilisation au niveau des pays et des entreprises. Les pays et les partenaires du développement ont contribué aux efforts de traduction spécifique ;
- **Deux autres outils de collecte des données** (un sondage en ligne et une feuille de calcul Excel) ont été offerts à la fois aux pays partenaires participants et aux fournisseurs. Ces outils sont disponibles en anglais, en espagnol et en français ;
- **Les bureaux pays et régionaux du PNUD** ont assuré un appui technique sur le terrain pour les coordinateurs nationaux dans le cadre du déploiement de l'exercice de suivi, sur demande et lorsque les ressources étaient disponibles dans le pays.

## PROCHAINES ÉTAPES

- **Une fois validées, les données des pays seront soumises à l'EAC par les coordinateurs nationaux des pays partenaires d'ici la fin du mois de mars 2016.** En avril et en mai, ces données seront traitées et examinées, et les données brutes seront mises à disposition pour permettre l'analyse-pays et régionale des résultats ;
- L'EAC analysera les données et rédigera le Rapport d'étape 2016 entre juin et septembre, pendant que les profils des pays partenaires seront aussi préparés pour soutenir un **dialogue au niveau pays autour des conclusions** ;

- **Trois à quatre ateliers régionaux post-suivi** seront organisés en octobre-novembre pour servir de plateformes au dialogue régional sur les conclusions du suivi et pour donner une impulsion aux messages clés et parvenir à un consensus sur ces messages en amont de la deuxième Réunion de Haut Niveau (RHN2) du PMCED vers la fin 2016 ;
- **Le Rapport d'étape 2016 du PMCED sera publié en octobre** et servira de contribution clé pour éclairer les discussions lors de cette réunion, qui traiteront des résultats des pays participants – à condition que les données des pays soient soumises dans les délais. Outre ce rapport, des notes d'orientation et d'autres outils de diffusion (visuels, en ligne) seront publiés en amont de la RHN2, pour encourager des conversations préliminaires sur les recommandations politiques pour l'amélioration de l'efficacité de la coopération pour le développement.

*Figure 2. Dialogue politique au niveau des pays et régionaux sur les conclusions en amont de la RHN2 du PMCED*



## B. RAPPORT D'ÉTAPE 2016

Le rapport de suivi du PMCED fournit un aperçu global des progrès et des défis liés à la mise en œuvre des principes et des engagements relatifs à l'efficacité de la coopération pour le développement. S'appuyant sur les données obtenues pour les 10 indicateurs et sur des données probantes qualitatives supplémentaires, le rapport soutient la redevabilité mutuelle, incite au changement de comportement et offre des recommandations concrètes pour l'amélioration de l'efficacité de la coopération pour le développement. Les conclusions de cet exercice éclairent le dialogue aux niveaux des pays, régional et mondial, notamment :

- **Le dialogue politique de haut niveau lors de la deuxième réunion de haut niveau du PMCED, qui aura lieu vers la fin 2016 au Kenya.** Les conclusions de l'exercice de suivi et les engagements éventuellement convenus sur la voie à suivre doivent être intégrés au Document final de cette réunion de haut niveau ;
- **Les ateliers régionaux post-suivi** où les pays et parties prenantes participants se réunissent pour discuter des conclusions et de la voie à suivre dans le contexte de la région ;

- **Le dialogue politique au niveau des pays** soutenu par les profils des pays partenaires qui viendront compléter le Rapport d'étape ;
- **Les données seront publiées en ligne sous des formats conviviaux**, permettant aux fournisseurs et aux autres parties prenantes comme les parlementaires, les gouvernements infranationaux, les OSC, les syndicats, les fondations et les acteurs du secteur privé, de participer à des discussions au sein de leurs propres circonscriptions ainsi que dans des contextes multi-parties prenantes.

### C. LE GROUPE CONSULTATIF SUR LE SUIVI : MAXIMISER L'IMPACT DU CYCLE DE SUIVI 2015-2016 ET METTRE À JOUR LE CADRE DE SUIVI POUR REFLÉTER LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030

Le [Groupe consultatif sur le suivi \(GCS\)](#), un groupe de 12 experts techniques de haut niveau, prodigue des conseils visant à renforcer le cadre de suivi du PMCED et à garantir sa pertinence dans le contexte de l'après-2015. Suite à trois réunions en face-à-face et à des travaux virtuels continus, plusieurs suggestions ont été rédigées et prises en compte par l'EAC dans le cadre du déploiement de l'exercice de suivi actuel.

Plus spécifiquement, le GCS a donné des conseils stratégiques sur la façon de maximiser l'impact du Rapport d'étape 2016 et sa pertinence pour la Réunion de Haut Niveau du Kenya. Les membres du GCS participeront de manière proactive à l'orientation stratégique, à l'évaluation par les pairs et à l'assurance qualité du Rapport d'étape, et ils contribueront à garantir les liens entre l'analyse du suivi et les réunions préliminaires de la RHN et la RHN elle-même. Les recommandations d'ensemble du GCS pour ce rapport incluent notamment : (a) rendre le Rapport d'étape utile pour guider ou reconnaître les efforts des pays ; (b) identifier les forces motrices du changement ; (c) se concentrer sur les façons dont le processus de suivi peut appuyer et motiver le changement de comportement au niveau des pays ; et, (d) reconnaître les goulets d'étranglement politiques qui freinent les changements de comportement et qui doivent être résolus pour faciliter une plus grande efficacité du développement.

*Document de référence : [MAG advice to the JST on Second Progress Report](#) (Conseils du GCS à l'EAC concernant le deuxième Rapport d'étape)*

Compte tenu des conseils du GCS au sujet de la structure du rapport, des données probantes complémentaires et du contenu, le Rapport d'étape 2016 devra inclure les points suivants :

- Souligner les domaines où des **progrès dans la mise en œuvre des principes** relatifs à l'efficacité de la coopération pour le développement sont réalisés, en identifiant les raisons pour lesquelles ces progrès sont limités dans certains cas, et en fournissant des conseils politiques concrets sur ce qui pourrait être fait ;
- Fournir **une évaluation des résultats du suivi qui soit sensible aux pays et aux contextes**, en aidant à situer l'état d'avancement observé par rapport aux autres facteurs généraux ou spécifiques aux pays qui affectent l'efficacité de la coopération pour le développement (ce qui pourra être réalisé grâce aux contributions des parties prenantes du PMCED) ;
- Se servir des **analyses complémentaires** disponibles et pertinentes entreprises par diverses institutions et initiatives qui pourraient également aider à interpréter les résultats du suivi ;
- Partager et relier les défis généraux à des **exemples de pays spécifiques** – en saisissant les points de vues et les perspectives de différentes circonscriptions ;

- **Désagréger le reporting des données** autant que possible, pour aider les pays, organisations et autres parties prenantes pertinentes, à interpréter les conclusions et à prendre des mesures dans leurs contextes respectifs.

**Pour enrichir davantage le bilan entrepris dans un paysage de coopération complexe, le GCS a recommandé de présenter l'analyse de manière à démontrer la diversité des progrès – en présentant des exemples parlants qui pourraient aider l'apprentissage entre pairs lorsque cela est possible.** Les profils/notes sur les pays partenaires fourniront une évaluation des progrès plus contextualisée, tandis que le Rapport d'étape exprimera les différents niveaux de progrès à travers les régions et par fournisseur de coopération.

**En vue de garantir la pertinence du cadre de suivi du PMCED dans le contexte de l'après-2015, le GCS a commencé une révision approfondie du cadre de suivi depuis Busan.** Les travaux initiaux du GCS soulignaient une théorie du changement sous-entendue au sein du PMCED<sup>1</sup>, pour renforcer le cadre de suivi et la contribution du PMCED afin de faciliter ainsi le changement de comportement en vue d'une coopération pour le développement plus efficace. Ces travaux initiaux ont confirmé la pertinence des 10 domaines de suivi, et proposé des directions pour affiner et ajuster les indicateurs, et ce, en vue de refléter pleinement le Programme 2030, notamment concernant la pertinence du cadre pour les autres apports de coopération pour le développement ainsi que dans le contexte des pays à revenu intermédiaire. Les futurs travaux du GCS seront éclairés par les remontées d'informations des parties prenantes du PMCED générées à propos du cycle de suivi en cours. À cet effet, des pays comme le Mexique, participent à ce cycle de suivi pour produire un rapport ponctuel et fournir ainsi un éclairage supplémentaire quant à la pertinence du cadre et de ses indicateurs dans des pays ayant un double rôle, comme fournisseur et bénéficiaire.

#### **D. SOUTIEN DU COMITÉ DE PILOTAGE**

**À ce jour, les membres du Comité de pilotage ont joué un rôle important dans le cycle de suivi 2015-2016.** Cet appui incluait d'identifier des points focaux au sein de leurs circonscriptions et de leurs organisations ; de sensibiliser au cycle de suivi du PMCED dans plusieurs forums ; et, d'encourager la participation des différentes parties prenantes à cet exercice.

**L'appui accru du Comité de pilotage sera crucial pour maximiser l'utilisation et l'impact des conclusions du suivi à tous les niveaux.** Au cours des préparatifs de la Réunion de Haut Niveau, l'appui du CP devra se manifester des manières suivantes :

- Engagement politique et assurance d'investissements durables de toutes les parties prenantes pour appuyer la mise en œuvre des principes d'efficacité de la coopération pour le développement.

---

<sup>1</sup>Une *théorie du changement* est un type spécifique de méthode de pensée critique utilisé dans le contexte de la planification, de la participation et de l'évaluation, visant à promouvoir un changement social. La théorie du changement détermine les objectifs à long terme, puis elle revient en arrière pour identifier les conditions préalables nécessaires et pour clarifier le lien de causalité. Il s'agit essentiellement d'une description et d'une illustration détaillées des manières et raisons de prévoir qu'un changement désiré se produira dans un contexte particulier, en fonction d'une série de mesures mises en place. Dans la pratique, la pensée critique de la théorie du changement qui sous-tend une initiative est un processus dynamique et rigoureux de planification stratégique, qui rend clairs et transparents le but et les résultats attendus de l'initiative (missing word here : « which makes the initiative's purpose and expected results clear and transparent- I have added the word 'results'. »). L'élaboration d'une théorie du changement implique un processus participatif, réalisé progressivement et selon une structure logique à la fois rigoureuse et spécifique.

- Engagement et appui renforcé pour assimiler les conclusions du suivi et ouvrir le dialogue à tous les niveaux afin d'encourager un changement de comportement.
- Aider à formuler des messages politiques de haut niveau qui pourront être intégrés au Document final de la RHN2 du PMCED, en particulier pour déterminer les domaines d'effort accéléré de la part des différentes parties prenantes.

## ANNEXE I

### PROGRÈS DES PAYS EN MATIÈRE DE MISE EN OEUVRE DU CYCLE DE SUIVI 2015-2016

(SITUATION À LA MI-JANVIER 2016)

BIEN AVANCÉ (47 %)	EN BONNE VOIE (31%)	MOINS AVANCÉ (22 %)
Angola	Afghanistan	Albanie
Arménie	Bangladesh	Gambie
Bénin	Bélarus	Ghana
Bolivie	Bhoutan	Guatemala
Burkina Faso	Cameroun	Kosovo
Burundi	Costa Rica	Mali
Cambodge	Gabon	Mauritanie
Colombie	Guinée	Micronésie
Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Nauru
Égypte	Iles Cook	Ouzbékistan
Éthiopie	Libéria	Pakistan
El Salvador	Madagascar	République centrafricaine
Fidji	Mongolie	République démocratique du Congo
Honduras	Myanmar	République démocratique populaire lao
Iles Salomon	Ouganda	Soudan du Sud
Kenya	Paraguay	Tchad
Kirghizistan	Rwanda	Vanuatu
Kiribati	Sénégal	Zimbabwe
Malawi	Soudan	
Mexique	Togo	
Moldova	Tonga	
Mozambique	Uruguay	
Népal	Viet Nam	
Niger	Yémen	
Nigéria	Zambie	
Panama		
Papouasie-Nouvelle-Guinée		
Pérou		
Philippines		
République dominicaine		
Samoa		
Sao Tomé-et-Principe		
Sierra Leone		
Somalie		
Tadjikistan		
Tanzanie		
Timor-Leste		
Tuvalu		